
M.E.S., Numéro 123, Vol.2. Juillet – Septembre 2022
<https://www.mesrids.org>
Dépôt légal : MR 3.02103.57117
N°ISSN (en ligne) : 2790-3109
N°ISSN (impr.) : 2790-3095
Mise en ligne le 28 juillet 2022



Revue Internationale des Dynamiques Sociales
Mouvements et Enjeux Sociaux
Kinshasa, juillet - septembre 2022

LE CONFLIT ANGOLAIS ET SES IMPLICATIONS DIPLOMATIQUES EN RELATIONS INTERNATIONALES AFRICAINES

par

Joseph BINGILAYI TSHIKONYI

Doctorant, Faculté des Sciences Sociales, Université de Kinshasa

Résumé

Le conflit angolais n'a pas su trouver un dénouement rapide et durable parce que la diplomatie africaine sur le plan multilatéral ne semble pas contraignante vis-à-vis des Etats membres. La présente étude décline cinq justifications majeures à ce sujet.

Mots-clés : *Conflit, angolais, implications diplomatiques, relations internationales, africaines*

Abstract

The Angolan conflict has not been able to find a quick and lasting outcome because African diplomacy at the multilateral level does not seem to be binding on member states. This study identifies five major justifications in this regard.

Key words : *Conflict, Angolans, diplomatic implications, international relations, African*

Introduction

La guerre est un frein au développement, mais, inversement le développement est un frein à la guerre. Cette action réciproque engendre à la fois des cercles vertueux et vicieux. Les pays où le développement est bien engagé deviennent progressivement moins exposés aux conflits et à la violence. Les pays où le développement est en panne courent le risque immense d'être pris dans l'engrenage d'une guerre sans fin, ruineuse pour l'économie. Si la guerre civile survient si fréquemment à travers le monde, c'est parce que la communauté internationale a déployé très peu d'efforts pour la prévenir.

Dans le contexte particulier de l'Afrique, celle-ci est l'un des continents le plus morcelé du globe. Pendant que les autres luttent pour le développement économique, elle, s'enlise dans la guerre, les conflits politico-militaires et le tribalisme.

Bien que les conflits africains soient essentiellement internes plutôt qu'entre Etats, nombre d'entre eux ont revêtu une dimension sous - régionale croissante. Ces conflits sont de plus en plus dirigés contre les civils : 90% de

leurs victimes sont des civils innocents, principalement des femmes et des enfants.¹

Ces trente dernières années, les conflits africains ont entraîné la mort d'environ huit millions de personnes. A côté de ces pertes humaines, des millions d'individus ont été jetés sur les routes de l'exil et des destructions matérielles incommensurables grèvent les maigres budgets publics de ces pays, parmi les moins avancés du monde. La récurrence de la violence à grande échelle sur ce continent a lourdement contribué au retard économique de ces jeunes nations par rapport au reste du monde.²

Dans une perspective du processus d'intégration de l'Afrique, Guy Mbo Komango considère pour sa part que les conflits armés occupent une place prépondérante en Afrique, car ils constituent un empêchement au processus d'intégration. Il reste cependant vrai qu'une nation qui est une partie intégrante de la communauté et qui vit en conflits armés chez lui crée obligatoirement l'instabilité dans la région entière.³

Parmi ces conflits africains, le conflit angolais a particulièrement retenu notre attention dans la mesure où celle-ci n'a pas seulement impacté négativement sur la vie interne de l'Angola mais elle a également engendré des implications en relations internationales africaines et a particulièrement désarticulé la vie économique et sociale en RD Congo. Le conflit angolais demeure l'un des maillons faibles des conflits qui ont marqué l'Afrique en général et l'Afrique Australe en particulier, depuis la chute du régime salazariste au Portugal. Ce conflit qui a déchiré et endeuillé la société angolaise a défrayé la chronique compte tenu de son importance, de sa particularité et de ses implications tant sur le plan interne que sur le plan international.

En effet, son importance est due au fait que, du point de vue temporel, elle est apparue comme l'une des plus longues guerres civiles que l'Afrique ait connues, étant entendu qu'elle s'est étendue sur plus ou moins trente ans.

Bien plus, sa particularité tient au fait qu'elle amorce un processus d'une décolonisation violente en Angola, se démarquant ainsi du processus de décolonisation pacifique qui a marqué, dans une certaine mesure, l'Afrique française et anglaise.

¹ BINGILAYI TSHIKONYI J., La guerre civile angolaise et ses implications en Relations internationales africaines, Mémoire de DEA en Relations Internationales, UNIKIN, 2018-2019, p.3

² ADAM Bernard et alii, *Conflits en Afrique, analyse des crises et pistes pour une prévention*, Rapport de la Commission « Régions africaines en crise », coédition GRIP-Editions complexe, sl, 1997, p.9

³ Mbo Komango G., *La SADC (Communauté de Développement de l'Afrique australe) et l'intégration des économies. Enjeux et défis congolais*, Mémoire de licence en Relations Internationales, UNIKIN, Kinshasa, 2009, p.72

Sur le plan interne particulièrement, le conflit angolais a désarticulé le tissu économique et imposé un déficit démographique fort remarqué par le nombre de victimes et des déplacés internes et externes.

Les Nations Unies ont estimé qu'entre 1992 et 1994, quelques 300.000 civils ont été tués directement dans le pilonnage des villes ou indirectement par des mines terrestres et la famine.⁴

Pourtant, si les trente ans de guerre civile étaient traduits en un processus d'une décolonisation pacifique, l'Angola les aurait suffisamment capitalisés. En effet, nous regrettons le fait qu'au lieu d'investir ces trente ans dans la construction nationale et les avancées significatives, les Angolais ont plutôt choisi délibérément de les investir dans l'autodestruction et le recul.

Sur le plan international, ce conflit qui a fait de l'Angola l'enjeu stratégique des grandes puissances, a embrasé l'Afrique Australe en impliquant, dans une conjoncture internationale dominée par la guerre froide, les deux super-grands : le Etats-Unis et l'ex-URSS ainsi que leurs satellites.

Au regard de ce qui précède, nous avons voulu, en portant notre choix sur cette étude, comprendre pour les expliquer les causes profondes qui ont milité en faveur de l'éclatement de ce conflit de même que les implications de cette guerre sur le plan interne et sur le plan des relations internationales africaines. Cela permettrait aux africains en général et à l'élite politique africaine en particulier d'en tirer de leçons pour les années à venir.

La présente étude, s'applique à présenter les implications diplomatiques c'est-à-dire l'internationalisation ou encore les effets d'entraînement du conflit angolais, en terme d'actions et/ou des réactions des puissances et des gouvernements des Etats africains, en relations internationales africaines en général et particulièrement en Afrique australe.

De fait, il s'agit à ce niveau de saisir la prise de position des Etats africains tendant à rendre compte de l'apport de la diplomatie africaine sur le plan bilatéral et multilatéral dans la résolution du conflit angolais.

En effet, le conflit angolais qui suit l'indépendance de l'Angola se déroule dans le contexte de la guerre froide. Le Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA) reçoit le soutien financier et matériel de l'Union Soviétique et le renfort des troupes cubaines, tandis que les Etats-Unis et l'Afrique du Sud appuient l'Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola (UNITA), alors que les troupes zaïroises et le FNLA au nord déclenchent une vaste offensive.

⁴ HODGES, cité par Global Witness, *op.cit.* p.41

Pierre Beudet note que, dès son accession à l'indépendance en 1975, l'Angola s'est vue déchirée par la guerre civile et écartelée entre deux mouvements nationalistes : MPLA et UNITA, respectivement appuyés par l'URSS à travers le Cuba et les USA avec l'Afrique du sud⁵.

Mais, dans cette guerre, l'Angola et ses populations intéressent moins toutes ces puissances étrangères. Ce qui les intéresse, c'est seulement leur positionnement et la sauvegarde de leurs intérêts respectifs par le biais des mouvements de libération angolais interposés.

La guerre qui prend une ampleur énorme aboutit, quelques mois plus tard, à une victoire décisive du MPLA. Finalement, en novembre 1975, Neto proclame l'indépendance de la République populaire d'Angola. Ces événements revêtent une importance décisive en Afrique et même au-delà.

Les changements en Angola sont perçus comme l'amorce d'une nouvelle phase dans la lutte contre l'impérialisme et pour le socialisme, comme le souligne à l'époque nul autre que Fidel Castro : « L'Afrique est aujourd'hui le maillon faible de l'impérialisme. C'est là qu'existent des perspectives excellentes pour pouvoir passer presque du tribalisme au socialisme sans avoir à traverser les diverses étapes qu'ont dû parcourir quelques autres régions du monde »⁶.

Nsabua Tshiabukola s'est employé à démontrer comment les conflits ethniques en Afrique au Sud du Sahara conduisent à la désintégration des Etats. En effet, ceux-ci donnent l'occasion aux ethnies de se combattre les unes contre les autres et créent une situation de chaos au niveau des Etats qui peuvent connaître soit la balkanisation, soit la division en restant sur un même territoire avec comme conséquence majeure « l'atimie ».⁷

A travers son étude, il démontre que les ethnies qui se livrent à la guerre et autres atrocités n'arrivent pas à se supporter pour plusieurs raisons : la discrimination dans la gestion de la chose publique, l'insécurité à la suite des assassinats, le terrorisme, l'emprisonnement..., la domination par les forts politiquement et économiquement.

Il s'ensuit que, le fait d'être marginalisé, ou de se sentir en insécurité, ou encore de se sentir dominé engendre des frustrations de la part des victimes.

⁵ BEAUDET Pierre, *Angola, bilan d'un socialisme de guerre*, Ed. l'Harmattan, Paris, 1992, p.1

⁶ Entrevue dans l'Afrique Asie, n°135,16/5/77, cité par Pierre Beudet, *op.cit.*, p.12

⁷ NSABUA TSHIABUKOLA, La désintégration de l'Afrique par les conflits ethniques. Contribution à l'étude d'intégration, Thèse de doctorat en Relations internationales, UNILU, 2005-2006, p.5

Ces dernières développent à leur tour des mécanismes qui peuvent conforter leur position.

C'est ainsi que les groupes ethniques se lancent dans la conquête du pouvoir afin de corriger par la force de discrimination dans la gestion. Cette conquête peut prendre la forme des coups d'Etat, des rebellions, des révolutions.

Il ajoute que la fréquence de ces conflits ethniques, leur intensité sur le continent provoquent beaucoup de problèmes qui vont jusqu'à fragiliser le sous-système international africain. En effet, « de l'Angola à la Corne de l'Afrique en passant par la sous-région des grands lacs etc, les guerres civiles ont fait un nombre énorme de victimes, de réfugiés et de déplacés, et détruit, en grande partie, des infrastructures déjà fragilisées. Si la nature et le degré de l'engagement militaire ont varié, ce sont les populations civiles qui, dans tous les cas, ont le plus souffert de cette violence ».

Sur le plan économique, précise-t-il, les conflits ethniques ont engendré le pillage des économies africaines. Ces pillages sont entretenus par des africains eux-mêmes, avec la complicité des étrangers, notamment des sociétés multinationales. Que ce soit en RDC, au Congo - Brazza, au Soudan... ce phénomène est présent et manifeste. En RDC, un rapport des experts des Nations Unies stigmatise le pillage systématique des économies congolaises, à l'occasion des conflits ethniques.

Outre le pillage des économies, certaines personnes, surtout au pouvoir, profitent de leur position pour s'enrichir malhonnêtement, créant une situation de misère pour les bas peuples. Il s'ensuit le désinvestissement, la destruction des infrastructures, etc. Sur le plan politique, les conflits ethniques ont favorisé des ingérences étrangères par lesquelles les donneurs des leçons de démocratie et autres techniques de gestion ont trouvé des prétextes pour contrôler les pays africains.

Par ces ingérences, la souveraineté des Etats africains se trouve menacée et les pays fragilisés. En effet, actuellement, les pays occidentaux organisent la vie politique, économique des Etats africains sous prétexte de fournir des solutions aux conflits ethniques. Ces ingérences sont dangereuses, bien que opportunes, car elles arrivent à aliéner la liberté de l'Etat à s'autodéterminer.

A sa préoccupation de savoir quelle est la stratégie que l'Union Africaine en tant que Sous Système International Africain peut adopter pour sa consolidation et son intégration face aux crises engendrées par les conflits ethniques en Afrique, l'auteur propose que l'Afrique doit s'organiser pour arriver à sortir de la situation misérable dans laquelle elle se trouve. L'Union Africaine, pense -t-il, est le cadre approprié qui puisse arriver à adopter des

mesures salutaires pour l'épanouissement de ce vaste continent. C'est elle qui incarne l'organisation du Sous Système International Africain et par conséquent doit jouer le rôle d'impulsion vers une nouvelle dynamique, eu égard aux conflits ethniques dans les Etats africains. Sa politique devra s'appuyer sur des mesures de consolidation des Etats africains qui, à leur tour, contribueront à la consolidation du sous-système. Il pense que l'Union Africaine peut arriver à adopter une stratégie qui puisse permettre la naissance des Etats- Nations, susceptibles d'intégration des ethnies.

Eu égard à ce qui précède, il considère que l'intégration des ethnies dans les Etats africains constituerait un atout pour la construction des Etats- Nations ; ces derniers participeront à leur tour à la consolidation du Sous-Système International Africain. En effet, aussi longtemps qu'une stratégie d'intégration des ethnies ne sera pas adoptée, les conflits ethniques persisteront et l'Afrique sera loin d'atteindre ses objectifs. L'Union Africaine devra adopter une stratégie qui puisse tenir compte des enjeux en présence entre ethnies. Les conflits ethniques ont des enjeux politiques (la conquête de pouvoir), les enjeux économiques (le contrôle des richesses du pays) et les enjeux de sécurité (la protection de l'individu). Et nous préconisons pour cela des solutions aux niveaux politique, économique et sécuritaire.⁸

De ce qui précède, conclut-il, le conflit angolais est ethnique, mais habillé par le conflit Est-ouest. C'est de la manipulation des ethnies par les capitalistes et les communistes pour leurs intérêts.⁹

Au regard de ce qui précède, la révolution du 25 Avril 1974 au Portugal communément appelée « la Révolution des Œillets »¹⁰ a non seulement révolutionné tout le système politique du Portugal, mais elle a également précipité et impacté sur tout le processus de la guerre de libération dans les colonies portugaises en Afrique et particulièrement en Angola.

En effet, les mouvements de libération qui étaient aux prises avec la métropole, le Portugal, pour l'accession de l'Angola à l'indépendance ont pu mettre à profit la Révolution des Œillets. Cela a abouti à la signature des Accords d'Alvor du 15 janvier 1975 entre la métropole (le Portugal) et les trois mouvements indépendantistes angolais, à savoir le MPLA, Le FNLA et l'UNITA. Ces accords ont eu l'avantage, non seulement de fixer l'indépendance de l'Angola à la date du 11 novembre 1975, mais également de prévoir la mise

⁸ NSABUA TSHIABUKOLE, *op.cit.* pp 11-13

⁹ *Idem*, pp.151-152

¹⁰ La révolution des Œillets (*Revolução dos Cravos* en portugais où l'on parle tout simplement du 25 Avril) est le nom donné aux événements d'avril 1974 qui ont entraîné la chute de la dictature salazariste qui dominait le Portugal depuis 1933.

en place d'un gouvernement de transition (d'union nationale) à partir du 31 janvier 1975, composé de ces trois mouvements.

Curieusement, ces trois mouvements qui, pourtant, prétendaient poursuivre le même objectif de libération nationale, ne parvinrent pas, au vu desdits accords, de se mettre ensemble pour faire bénéficier à l'Angola d'une décolonisation pacifique. L'échec de la mise en application des Accords d'Alvor a eu pour conséquence de plonger l'Angola dans la guerre civile la plus longue et la plus meurtrière. Cette absence de volonté de partage du pouvoir entre les protagonistes angolais a fini par hypothéquer l'avenir de toute une nation au profit des intérêts partisans des leaders et leurs mouvements respectifs.

Cet incident, mieux ce rendez-vous manqué, entre les leaders politiques angolais a suscité en nous une de préoccupation qui s'articule autour de la question suivante : « Quelles sont les implications diplomatiques du conflit angolais en relations internationales africaines, particulièrement en Afrique Australe ? ». Eu égard à ce qui précède, la diplomatie africaine dans le cadre du conflit angolais s'est avérée déficitaire sur la plan bilatéral et multilatéral et partant incapable de trouver des solutions au conflit angolais sur le plan régional. Sur le plan bilatéral les pays africains, selon leurs affinités avec l'Est et l'Ouest, ont soutenu soit le MPLA, soit le FNLA et l'UNITA. Le conflit angolais, au départ interne, a fini par s'internationaliser et susciter des réactions diverses des puissances et des Etats africains selon les affinités et les intérêts à défendre sur terrain avec l'un ou l'autre pays.

Les implications diplomatiques de ce conflit sont telles que chaque pays africain avait développé tel type de relations avec l'Angola, en tant que pays en crise, selon qu'il est progressiste ou modéré ; par conséquent, les rapports diplomatiques sur le plan bilatéral ont été suffisamment affectés par la nature de ces relations.

C'est ainsi que généralement les pays réputés progressistes comme le Congo-Brazzaville, la Tanzanie, l'Algérie étaient favorables au MPLA. Il en est de même de tous les pays, anciennes colonies portugaises, qui avaient combattu avec l'Angola pour leur indépendance, comme la Guinée- Bissau, le Sao-Tomé et Principe et le Cap vert ; tandis que les pays modérés comme le Zaïre, la Cote d'Ivoire, le Maroc, l'Afrique du Sud, le Togo, la Zambie...étaient pour l'UNITA. Cette différence d'alignement entre pays africains attisa davantage des divisions au sein de l'OUA. Celle-ci reconnut l'UNITA le 9 janvier 1975 soit 11 ans après la reconnaissance du MPLA en 1964 par laquelle elle accorda à ce dernier mouvement son soutien en armes par l'intermédiaire du Comité de libération de l'OUA¹¹.

¹¹ CEDETIM,p.89

L'échec de l'OUA accroît le rôle des USA et de l'URSS. En effet, tandis que la Lybie puis le Tchad reconnaissent la RPA dans la première semaine du mois de janvier 1976, la réunion des ministres des Affaires étrangères de 46 pays membres de l'OUA qui se tient le 8 janvier 1976 tourne court : les ministres se séparent après deux heures de discussion, pour laisser aux chefs d'Etat le soin de traiter du problème¹².

L'OUA est d'ailleurs à cette époque profondément divisée par le problème angolais, et pour plusieurs mois encore : lorsqu'elle se réunira en janvier 1976 à Addis-Abeba, les partisans du Dr Neto feront match nul avec leurs adversaires, 22 voix contre 22.¹³ Le 10 et 11 janvier 1976 se déroule le sommet extraordinaire de l'OUA auxquels participent, outre la plupart des chefs d'Etat, Savimbi et Holden : Neto a fait savoir qu'il ne s'y rendrait que si l'OUA reconnaissait le régime de Luanda¹⁴.

En fait, le problème angolais a divisé, au sein de l'OUA, l'Afrique en deux camps : le camp des Etats progressistes et le camp des Etats modérés. D'un côté les durs, partisans de condamner la coalition FNLA - UNITA, dont le chef de file est le Nigéria. Cela reviendrait à reconnaître la République Populaire d'Angola comme le seul gouvernement angolais. De l'autre côté, les modérés, conduits par le Président du Sénégal, Léopold Sedar Senghor, qui ne veulent privilégier aucun des trois partis en compétition : le Président Senghor demande au nom de l'africanité, de la démocratie, et du non-alignement, de condamner avec la même énergie les interventions en Afrique, qu'elles soient américaines, européennes, ou asiatiques.¹⁵

Le projet de résolution proposé par le Sénégal condamne l'intervention sud-africaine, mais il exige au même titre le retrait immédiat de toutes les forces étrangères, notamment celles de l'Union Soviétique, de Cuba, des Etats-Unis et de tous les pays impliqués. Il préconise également un cessez-le-feu ainsi que la formation d'un gouvernement d'union nationale. En vain : sa motion recueille 22 voix contre. L'Angola divisé divise à son tour l'Afrique...¹⁶

Comme présupposé de réponse à nos préoccupations, nous estimons que le conflit angolais a été le résultat d'une guerre ethno-tribale dont se sont servis les grandes puissances et leurs Etats satellites par les trois mouvements de libération angolais interposés - MPLA, FNLA, UNITA - pour faire privilégier leurs propres intérêts au détriment de l'intérêt du peuple angolais.

¹² Idem, pp.174-175

¹³ LECOFF Georges, *op.cit.*, p.85

¹⁴ Groupe Du Cedetim, p.174

¹⁵ LECOFF Georges, *op.cit.*, p.85

¹⁶ LECOFF Georges, *op.cit.*, p.85

Notre perception est également partagée par Christine Messiant¹⁷ lorsque, rapprochant élites et ethnies dans le contexte angolais, elle considère qu'on a le plus souvent analysé l'évolution politique contemporaine de l'Angola à travers le prisme principal des différences et oppositions ethniques.

C'est cette version "ethnique », précise-t-elle, à la fois commune et savante de l'histoire récente de l'Angola qui, surtout depuis que s'est ouverte ladite "transition démocratique" est de nouveau largement dominante, ayant supplanté l'autre grand type d'explication, en termes d'oppositions idéologiques, à laquelle le conflit angolais avait d'abord contradictoirement ou conjointement donné lieu. Elle repose sur des "faits" et des "réalités" : le poids de trois grands groupes ethno-linguistiques parmi la dizaine que compte l'Angola est indéniable.

Ils regroupent à eux seuls quelque 75 % de la population , et sont de plus largement territorialisés : les Ovimbundu établis au centre du pays depuis le haut plateau, leur cœur historique, jusqu'à la côte en représenteraient quelque 35 % ; les Mbundu plus au nord, de la capitale Luanda vers l'est le long du Kwanza puis jusqu'à l'est de Malange, quelque 20 % ; et les Bakongo plus au nord encore, dans les deux provinces du Nord-Ouest et à Cabinda (contrairement aux deux premiers groupes, strictement angolais, ils sont aussi implantés au Zaïre et au Congo – anciens Congo belge et français –), 13 à 15 %.¹⁸

De surcroît, renchérit-elle, ces trois groupes, sont les groupes "centraux" dans l'histoire des Portugais en Angola : leur activité s'y est historiquement très inégalement développée depuis leur arrivée à la fin du XVe siècle, et la colonisation effective, elle, très tardive s'est faite elle aussi selon trois axes qui recourent largement les territoires des trois groupes.

Cette réalité n'a pas cependant de traduction linéaire et directe dans la division du nationalisme angolais en trois organisations , qui n'est pas essentiellement le produit de différences ou d'oppositions ethniques, dont les bases sont au contraire en Angola particulièrement faibles comparativement à beaucoup d'autres pays africains, et notamment aux deux autres grandes colonies africaines du Portugal où le mouvement nationaliste n'a pourtant pas été structurellement divisé entre organisations.

La seule dimension ethnique originelle, mais partielle, du mouvement nationaliste angolais résulte de la situation des Bakongo, atypique précisément par rapport au reste de l'Angola : leur histoire contemporaine (notamment leur marginalisation en Angola et l'importance de l'émigration au Congo belge) a

¹⁷ MESSIANT Christine, *Angola, les voies de l'ethnisation et de la décomposition*, Centre d'études africaines de l'École des hautes études en sciences sociales, et Groupement de recherche "Afrique australe" (GDR n° 846) du CNRS, Paris, 1994, pp.159-161

¹⁸ MESSIANT Christine, *Op.Cit*

permis le maintien d'une conscience ethnique tout à fait exceptionnelle comparée à celle des deux autres grands groupes angolais.¹⁹

Jean Savoye appuie pour sa part notre perception lorsqu'il considère que la guerre civile angolaise était prévisible bien avant 1975. Qu'il s'agisse des rivalités entre les mouvements et les leaders ou du clivage ethnique très net qui divise l'Angola entre Mbundu, Ovimbundu et Bakongo, ou encore des ambitions régionales sud-africaines, zaïroises ou soviéto-cubaines, tout rendait prévisible l'explosion de 1975. Le Mozambique au contraire semblait pouvoir éviter la guerre, puisqu'un seul mouvement, le FRELIMO, mène des opérations de guérilla dans le pays.²⁰

Les Accords d'Alvor du 15 janvier 1975, obtenus par l'intermédiaire du Portugal, semblent permettre un rapprochement momentané des trois factions et l'établissant d'un gouvernement d'union. Cependant, les hostilités recommencent aussitôt après, et le 11 novembre 1975 le MPLA déclare l'indépendance du pays à partir de la capitale Luanda, et au même moment le FNLA et l'UNITA font, ensemble, la même déclaration à partir de la ville d'Huambo.

Bien plus, selon elle, les combats entre les deux camps continuent et ont dorénavant le caractère d'une guerre civile. Le conflit entre UNITA et MPLA n'est pourtant pas un produit de celui-ci, il est antérieur à l'indépendance et se situe dans le prolongement de la division en trois organisations du mouvement nationaliste angolais. Mais cette division a été très tôt prise dans la guerre froide, renforcée et infléchie par elle, et les oppositions entre mouvements exacerbées par les interventions étrangères.²¹

Particulièrement massives lors de la guerre qui marqua en 1975 l'indépendance, celles-ci ne cessèrent pas avec la victoire du MPLA sur les deux autres mouvements, UNITA et FNLA (Front de libération nationale de l'Angola) en 1976. L'identité de leurs principaux protagonistes est pour beaucoup dans la disparition de la menace armée représentée par le FNLA alors que la puissance militaire de l'UNITA ne cessait de se renforcer : riche de son pétrole et en position charnière entre le Zaïre et l'Afrique australe, frontalier du bastion namibien de l'Afrique du Sud, l'Angola devint un enjeu régional pour ce pays tandis que le maintien des troupes cubaines contribua à en faire un enjeu central dans la guerre froide, avec l'"engagement constructif" des Etats-Unis aux côtés de l'Afrique du Sud pour défendre le *linkage*²².

¹⁹ MESSIANT Christine, *op.cit.*, pp.159-161

²⁰ SAVOYE Jean , *op.cit.*, pp.47-48

²¹ MESSIANT Christine, *op.cit.*, p.157

²² Alors qu'en 1978 une résolution fut votée à l'ONU exigeant le retrait sans conditions de l'Afrique du Sud de la Namibie, les Etats-Unis soutinrent l'Afrique du Sud dans son refus d'obtempérer "tant que" les troupes cubaines

I. PROCESSUS METHODOLOGIQUE

1.1. Choix méthodologique

Dans le cadre de cette étude, nous avons fait recours à la méthode dialectique. Le choix de cette méthode s'explique par le fait que le sujet sous examen s'avère complexe et recèle plusieurs connexions entre les faits étudiés. Par ailleurs, l'évolution des faits sur terrain a, au fil des années, imposé une nouvelle donne et dicté plusieurs changements dans la guerre civile en Angola, dont il importe de tenir compte tant sur le plan national qu'international. La dialectique est la plus complète, la plus riche et, semble-t-il, la plus achevée des méthodes conduisant à l'explication en sociologie. Elle part de la constatation très simple des contradictions qui nous entourent.²³

Pour Engels, le mouvement et le changement qui existent dans tout ce qui nous entoure sont à la base de la dialectique. Lorsque nous soumettons à l'examen de la pensée la nature, ou l'histoire de l'humanité, ou notre propre activité mentale, ce qui s'offre à nous tout d'abord, c'est le tableau d'un enchevêtrement infini de relations, d'actions et réactions, où rien ne demeure ce qu'il était, où il était, comme il était, où tout se meut, se transforme, devient et passe²⁴.

1.2. Justification et opérationnalisation méthodologique

Selon Loubet Del Bayle J-L²⁵, la dialectique « est d'abord associée au concept de totalité en niant l'isolement entre ensembles et leurs parties et en soulignant que la réalité sociale est le fait de l'ensemble des interactions entre ses différents éléments. Elle tend ensuite à privilégier la recherche des contradictions au sein de cette réalité en mettant en relief, derrière l'apparente unité du réel, les tensions, les oppositions, les conflits ; les luttes, les contraires et les contradictoires ». Ces postulats ont été coulés sous forme de lois dont nous nous approprions l'essentiel.

1. La loi de la connexion universelle

La première loi est relative à l'unité des contraires, autrement appelée la connexion universelle. Par rapport à cette loi, les acteurs visibles et invisible sur le plan interne et international dans la guerre civile angolaise, s'influencent et agissent mutuellement, l'action de l'un suscitant la réaction de l'autre et inversement. Dès lors, il apparaît difficile de pouvoir comprendre le comportement d'un acteur en le déconnectant du comportement de l'autre.

resteraient en Angola. Ce lien entre les deux questions fut connu dans la diplomatie internationale sous le terme anglais de *linkage*.

²³ MANA MBUMBA E.C., *op.cit*, p.10

²⁴ ENGELS, cité par TSHISHIMBI KATUMUMONYI E., *Le paradigme dialectique dans la méthodologie de recherche en sciences sociales*, Ed. L'Avenir africain, Kinshasa, 2006, p.107

²⁵ SHOMBA KINYAMBA S., *op.cit*, p.128

2. *La loi de la contradiction*

La deuxième loi dialectique se fonde sur la lutte des contraires. Le contexte de la guerre froide en Angola facilite bien la compréhension de cette loi. En effet, les trois mouvements de libération ont développé des attitudes ou posé des actes contraires ; Ce qui ne pouvait pas leur permettre de regarder dans la même direction pour faire s'harmoniser leur point de vue. Cette lutte des contraires s'est traduite, sur le terrain en Angola, par la divergence d'intérêt sur le plan idéologique, politique, économique, stratégique et géostratégique entre les super grands : les Etats-Unis et l'URSS. Cela est lié au fait que leurs intérêts étaient divergents et s'excluaient mutuellement, l'un regardant l'autre comme un obstacle dans le processus d'accès aux zones d'influence en Afrique après sa décolonisation ; ce qui poussa l'un et l'autre camp à appliquer la politique du containment.

Par ailleurs, ces contradictions se situent également au niveau des idéologies politiques qui inspiraient les différentes forces en présence en Angola et, sur le plan international, au niveau du bloc auquel appartenait chaque camp. Concrètement, sur le plan idéologique, le MPLA prônait le marxisme-léninisme, tandis que l'UNITA prônait le marxisme africain et le maoïsme. Sur le plan international, le MPLA appartenait au bloc communiste dirigé par l'URSS, tandis que le FNLA et l'UNITA appartenaient au bloc capitaliste dirigé par les Etats-Unis.

Cette contradiction au niveau des idéologies politiques ne pouvait guère favoriser un consensus facile sur un modèle commun susceptible de favoriser la cogestion du pays par les trois mouvements de libération angolais. La cohabitation devenant difficile, la seule solution était que les tenants d'une idéologie s'effacent au profit de l'autre pour faciliter l'harmonie au sommet de l'Etat angolais ; ce qui arriva avec la capitulation de l'UNITA après la mort de Jonas Savimbi en 2002.

3. *La loi du changement dialectique*

La troisième loi de la dialectique est celle qui affirme la négation de la négation. Les faits sociaux étant dynamiques, mouvants et changeants, la donne politique dans la guerre angolaise devait, en évoluant, s'adapter aux nouvelles circonstances de temps et de l'espace en imposant aux protagonistes internes et externes d'adopter un autre type de comportement.

En effet, le grand changement intervenu dans la guerre civile angolaise, c'est l'avènement de la fin de la guerre froide. Cela a poussé le MPLA, en s'adaptant, à changer la dénomination du pays et à opérer certaines refontes en son sein et, partant, au sein de toute la société angolaise. Anciennement appelé "République Populaire d'Angola", le pays est devenu "République d'Angola".

Bien plus, les difficultés connues par l'URSS et le Cuba ne leur ont pas permis de continuer à aider militairement et logistiquement le MPLA.²⁶ Certes, l'explicitation de l'opérationnalisation méthodologique, ne saurait être la rubrique dans laquelle on prétendrait vider l'histoire si longue et abondante du conflit angolais. Arrêtons-nous ici, car l'explicitation de l'exploitation de la troisième loi dialectique dans ce travail, est déjà plus que claire.

4. *La loi du changement quantitatif au changement qualitatif*

La quatrième loi de la dialectique postule que « tant dans la nature que dans la société, d'une manière générale et dans chaque cas concret, les changements qualitatifs ne peuvent se produire qu'à travers les changements quantitatifs, par addition ou soustraction ». Lorsque nous appliquons cette loi dans le contexte de la guerre civile angolaise, nous trouvons que les trente ans passés dans la guerre civile sont une perte énorme. Désormais, ils devraient être mis à profit par l'Etat angolais et lui servir de leçon pour non seulement ne pas revivre ces atrocités mais aussi et surtout s'engager résolument sur la voie du développement multiforme afin de garantir au peuple angolais le bien-être social.

Dans le cadre de cette étude, le recueil des données a été rendu possible grâce à l'exploitation de deux sources : documentaire et internet. A propos de la technique documentaire, elle nous a permis de compiler une documentation traitant directement du conflit angolais d'alors. Dans ce lot, ont été exploités des ouvrages, des articles de revue, des archives, des journaux, Par ailleurs, nous avons utilement complété ces acquis de la littérature par de nombreuses informations puisées de l'internet. Dans ce registre, les données puisées des sites Google, Yahoo ou Bing ont été systématiquement mises en contribution dans cette étude.

Conclusion

Il eut fallu donc mettre sur pied une nouvelle organisation, l'Union Africaine (UA), qui devait avoir pour mission délicate de gérer l'Afrique, par voie d'une diplomatie africaine repensée, après la guerre froide. L'UA réussira-t-elle sa mission ou sera-t-elle un avorton ? L'après l'UA sera-t-il égal à l'avant l'UA et que, par ricochet, la diplomatie africaine après l'UA sera-t-elle égale à la diplomatie africaine avant l'OUA ? Par rapport aux défis majeurs qui jonchent encore le parcours du berceau de l'humanité, l'« Agenda 2063 L'Afrique que nous voulons », pourtant savamment conçu par la Commission de l'Union Africaine avec un chapelet de riches intentions, sera-t-il une réussite au rendez-vous ou simplement une coquille vide ? Seul l'avenir nous le dira.

²⁶ GLOBAL WITNESS, *Les Affaires sous la guerre ; Armes, Pétrole & Argent sale en Angola*, Ed. Agone, Marseille, 2003, p.22

En effet, la souveraineté étatique et institutionnelle, le développement socio-économique et les problèmes sécuritaires et d'intégration régionale semblent être des défis majeurs auxquels s'attendent les chefs d'Etat et de gouvernements africains, la Communauté internationale en général, et l'Union européenne, en particulier, en tant que partenaire privilégié de l'Organisation panafricaine.

Au regard de ce qui précède, par rapport à la diplomatie africaine, dans le cas de l'Angola comme dans bien d'autres, nous assistons à une ligne de fracture qui se dessine et se renforce entre la politique étrangère commune de l'OUA dans le cadre de sa diplomatie multilatérale et bilatérale. Cette fracture dénote de la faiblesse, voire du déficit de la diplomatie africaine sur le plan multilatéral. Cela arrive souvent quand les intérêts poursuivis par l'Organisation régionale divergent sur bien des aspects, sensibles et importants, avec ceux de ses Etats membres pris isolément.

C'est que la diplomatie africaine sur le plan multilatéral ne semble pas contraignante vis-à-vis des Etats membres. Cinq hypothèses peuvent être avancées pour expliquer - et non justifier - cette évidence :

- l'existence d'une diplomatie africaine fort ambitieuse mais extravertie, dépendante parce n'ayant pas les moyens de sa politique ;
- l'existence des tendances entre les progressistes et les modérés au sein de l'Organisation panafricaine ;
- l'absence de la primauté du droit international africain sur les droits internes des Etats membres ;
- corollaire du point précédent, l'absence au sein de l'Organisation régionale, de l'intégration politique conséquente aux désintégrations politiques nationales des Etats membres ;
- la jalousie des souverainetés nationales par rapport au pouvoir des organes de l'organisation.

Nous présumons pour notre part que, particulièrement, au-delà de libérer la diplomatie africaine de toutes ses entraves, la solution à tous ces défis majeurs serait, dans l'ensemble, pour l'Afrique que nous voulons, une véritable panacée.

Bibliographique

- ADAM Bernard et alii, *Conflits en Afrique, analyse des crises et pistes pour une prévention*, Rapport de la Commission « Régions africaines en crise », coédition GRIP-Editions complexe, sl, 1997.
- BEAUDET Pierre, *Angola, bilan d'un socialisme de guerre*, L'Harmattan, Paris, 1992

- BINGILAYI TSHIKONYI J., *La guerre civile angolaise et ses implications en Relations internationales africaines*, Mémoire de DEA en Relations Internationales, UNIKIN, 2018-2019.
- GLOBAL WITNESS, *Les Affaires sous la guerre ; Armes, Pétrole & Argent sale en Angola*, Ed. Agone, Marseille, 2003.
- MBO KOMANGO G., *La SADC (Communauté de Développement de l'Afrique australe) et l'intégration des économies. Enjeux et défis congolais*, Mémoire de licence en Relations Internationales, UNIKIN, Kinshasa, 2009.
- MESSIANT Christine, *Angola, les voies de l'ethnisation et de la décomposition*, Centre d'études africaines de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, et Groupement de recherche "Afrique australe" (GDR n° 846) du CNRS, Paris, 1994.
- NSABUA TSHIABUKOLA, *La désintégration de l'Afrique par les conflits ethniques. Contribution à l'étude d'intégration*, Thèse de doctorat en Relations internationales, UNILU, 2005-2006.
- SHOMBA KINYAMBA S., *Méthodologie et épistémologie de la recherche scientifique*, Kinshasa, PUK, 2014
- TSHISHIMBI KATUMUMONYI E., *Le paradigme dialectique dans la méthodologie de recherche en sciences sociales*, Ed. L'Avenir africain, Kinshasa, 2006.